

Groupe DLSI

Compte de résultat consolidé

	Note	2010	2009	2008	2007
Chiffre d'affaires		172 673 611	100,00	117 428 923	100,00
Charges externes	7.1	-9 384 248	-5,43	-7 335 948	-6,25
Charges de personnel	7.2	-156 970 396	-90,91	-107 695 660	-91,71
Impôts et taxes et versements assimilés		-2 845 488	-1,65	-2 356 987	-2,01
Dotations - Reprises des Provisions		247 566	0,14	-125 161	-0,11
Autres produits et charges d'exploitation	7.3	664 818	0,39	2 057 167	1,75
Amortissements		4 385 863	2,54	1 972 334	1,68
Amortissements		-742 064	-0,43	-615 767	-0,52
Produits financiers divers	7.4	3 643 799	2,11	1 356 567	1,16
Produits financiers divers	7.4	11 557	0,01	157 279	0,13
Charges d'intérêt	7.4	-1 212 067	-0,70	-642 854	-0,55
Résultat avant impôt		2 443 289	1,41	870 992	0,74
Charge d'impôt*	7.5	-1 044 870	-0,61	-168 911	-0,14
Résultat net		1 398 419	0,81	702 081	0,60
<i>dont attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère</i>		1 397 040		665 468	
<i>dont attribuable aux intérêts minoritaires</i>		1 379		36 614	
Résultat net par action en Euros	7.6	0,56		0,26	
Résultat dilué par action en Euros	7.6	0,56		0,26	
Nombre d'actions		2 541 490		2 541 490	

Résultat net		1 398 419		702 081	
Autres éléments du résultat global de la période	7.7	-172 811		29 332	
Effet impôt des autres éléments du résultat global de la période	7.7	123 560		0	
		1 349 168		731 413	
<i>dont attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère</i>		1 347 789		694 799	
<i>dont attribuable aux intérêts minoritaires</i>		1 379		36 614	

* Faisant suite à la réforme de la taxe professionnelle effective au 1er janvier 2010, la partie de ce nouvel impôt calculée sur la valeur ajoutée (la CVAE) a été comptabilisée en charge d'impôt à hauteur de 811KE

Groupe D L S I

Exercice clos le 31 décembre 2010

Bilan Actif Consolidé

		31/12/2010	31/12/2009	Variation
Goodwill	5.1.1	21 496 508	14 896 508	6 600 000
Immobilisations incorporelles	5.1.2	3 061 507	982 241	2 079 266
Immobilisations corporelles	5.1.3	984 448	931 588	52 860
Actifs financiers non courants		3 259	3 259	0
Actifs d'impôts différés	7.5	478 636	295 605	183 031
Autres Actifs non courants	5.1.4	1 257 384	813 661	443 723
		27 281 742	17 922 862	9 358 880
Clients et comptes rattachés	5.2.1	50 384 097	26 398 073	23 986 024
Autres créances	5.2.1	4 903 126	3 330 290	1 572 836
Actifs financiers courant	5.2.2	320 000	544 000	-224 000
Trésorerie		6 755 334	6 638 913	116 421
		62 362 557	36 911 276	25 451 281
Actifs destinés à être cédés		0	0	0
Total de l'actif		89 644 299	54 834 138	34 810 161

Bilan Passif Consolidé

		31/12/2010	31/12/2009	Variation
Capital		5 082 980	5 082 980	0
Réserves consolidées		10 352 273	10 493 885	-141 612
Résultat de l'exercice		<u>1 397 040</u>	<u>665 468</u>	<u>731 572</u>
Capitaux Propres part du groupe		16 832 293	16 242 333	589 960
Intérêts minoritaires		374 477	347 480	26 997
		17 206 770	16 589 813	616 957
Provisions non courantes	6.1.1	155 308	105 098	50 210
Impôts différés passifs	7.5	102 280	341 028	-238 748
Emprunts et dettes financières	6.1.2	2 238 555	3 500 913	-1 262 358
		2 496 143	3 947 039	-1 450 896
Provisions d'exploitation	6.2.1	616 080	111 484	504 596
Emprunts et dettes financières	6.1.2	24 647 908	10 418 641	14 229 267
Fournisseurs et rattachés	6.2.2	5 576 894	1 400 493	4 176 401
Dettes fiscales et sociales	6.2.2	37 054 497	20 711 868	16 342 629
Autres dettes	6.2.2	2 046 007	1 654 800	391 207
		69 941 386	34 297 286	35 644 100
Passifs destinés à être cédés		0	0	0
Total Capitaux Propres et Passifs		89 644 299	54 834 138	34 810 161

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE - IFRS 31/12/2010

Rubriques	31/12/2010	31/12/2009
Résultat net consolidé	1 398	702
+/- Dotations nettes aux amort. Et prov.	768	611
+/- Plus et moins values de cession		4
Capacité d'autofinancement après coût de l'endet.	2 166	1 317
+ Coût de l'endettement financier net	1 212	555
+/- charge d'impôt (y compris impôts différés)	1 044	169
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endet.	4 422	2 041
- impôt versé	-1 308	-295
+/- variation du B.F.R. lié à l'activité	-7 180	128
+/- Autres flux générés par l'activité	40	37
		0
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D)	-4 026	1 911
- décaissements liés aux acquisitions d'immob. Corp. Et incorp.	-389	-248
+ Encaissements liés aux cessions d'immob. Corp. Et incorp.		34
+/- Décaissements nets liés aux acquisitions d'actifs financiers	402	571
+/- incidence des variations de périmètre	-9 646	-2 477
+ dettes fournisseurs sur acquisition d'Alarys	2 699	0
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INV.(E)	-6 934	-2 121
- dividendes versés au cours de l'exercice	-762	-1 257
+ sommes reçues des actionnaires lors d'augment.	0	57
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	14 226	2 399
- Remboursements d'emprunts	-1 240	-2 128
- Intérêts financiers nets versés	-1 113	-555
+/- Autres flux liés aux opérations de financement		0
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINAN.(F)	11 111	-1 484
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE H=(D+E+F)	151	-1 694
TRESORERIE D'OUVERTURE	6 477	8 171
TRESORERIE DE CLOTURE	6 628	6 477
dont trésorerie et équivalent de trésorerie	6 755	6 639
dont découverts bancaires	-127	-162

Variation des capitaux propres consolidés

en €	Nombre d'actions	Capital	Réserves consolidées	Résultat du groupe	Part du groupe	Part hors groupe	Capitaux propres
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2008	2 513 000	5 026 000	8 626 511	3 030 083	16 682 594	318 395	17 000 989
Affectation résultat exercice 2008			3 030 083	-3 030 083	0		0
Dividendes versés			-1 256 500		-1 256 500		-1 256 500
Résultat de l'exercice 2009				665 468	665 468	36 614	702 082
Paiement fondé sur des actions	28 490	56 980	64 459		121 439		121 439
intérêts des minoritaires reconnus dans le cadre d'un regroupement d'entreprise					0	0	0
Autres			29 332	0	29 332	-7 529	21 803
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2009	2 541 490	5 082 980	10 493 885	665 468	16 242 333	347 480	16 589 813
Affectation résultat exercice 2009			665 468	-665 468	0		0
Dividendes versés			-762 443		-762 443	-10 796	-773 239
Résultat de l'exercice 2010				1 397 040	1 397 040	1 379	1 398 419
intérêts des minoritaires reconnus dans le cadre d'un regroupement d'entreprise					0	0	0
Autres			-44 637	0	-44 637	36 414	-8 223
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2010	2 541 490	5 082 980	10 352 273	1 397 040	16 832 293	374 477	17 206 770

- En 2010, les autres variations de capitaux propres sont essentiellement liées aux variations de change entre l'euro et le franc Suisse.

La totalité du capital social a été souscrit et libéré. Le montant nominal d'une action s'élève à 2€.

Les réserves consolidées au 31 décembre 2010 se décomposent comme suit :

Réserve légale	508K€
Autres réserves et résultats cumulés	9 844K€

En 2010, le Groupe a versé un dividende de 0.30€ par action.

GROUPE DLSI

I ANNEXE

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2010

Etablie selon les normes IFRS

1. Remarque liminaire

Les comptes du Groupe DLSI au 31 décembre 2010 ont été arrêtés par le Directoire le 30 mars 2011. Ces comptes ne seront définitifs qu'à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 24 juin 2011.

DLSI ("la Société") est une entreprise domiciliée en France.

Nom de la société mère :	D L S I
Siège social :	Avenue Jean Eric Bousch 57600
FORBACH	
Forme juridique :	S A à directoire et conseil de
surveillance	
SIREN :	389 486 754

La monnaie de présentation des comptes consolidés est l'euro.

Toutes les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation ont établi leurs comptes sociaux annuels à la date du 31 décembre 2010.

2. Base de préparation des états financiers

2.1 Déclaration de conformité

En application du règlement européen n° 1606 / 2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice 2010 ont été établis en conformité avec les normes "IFRS" (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2010.

Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations obligatoires aux exercices

ouverts à compter du 1er janvier 2010 et non encore approuvées par l'Union Européenne est sans incidence sur les comptes du groupe DLSI.

2.2 Changements de méthodes comptables

Les règles et méthodes appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés sont comparables à celles appliquées au 31 décembre 2009 à l'exception de l'adoption des normes / interprétations suivantes approuvées par l'Union Européenne et d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2010 :

"Paquet" IFRS3 (révisée):

- IFRS 3 (révisée) : Regroupements d'entreprises (approuvée en juin 2009) ;
- Amendements à IAS 27 : États financiers consolidés et individuels (approuvés en juin 2009) ;
- Améliorations 2008 - Amendements d'IFRS 5 (approuvées en mars 2010) ;
- Améliorations 2009 – Amendements d'IFRS2, IAS 38 et IFRIC 9 (approuvées en mars 2010) ;
- IFRIC 17 : Distributions d'actifs non monétaires aux propriétaires (approuvée en novembre 2009) ;

Autres:

- IFRIC 12 : Accords de concession de services (approuvée en mars 2009) ;
- IFRIC 16 : Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger (approuvée en juin 2009) ;
- IFRIC 15 : Contrats de construction de biens immobiliers (approuvée en juillet 2009) ;
- Amendements d'IAS 39 : Éléments éligibles à la couverture (approuvés en septembre 2009).
- IFRS 1 (version restructurée) : Première adoption des IFRS (approuvée en novembre 2009).
- IFRIC 18 : Transferts d'actifs des clients (approuvée en décembre 2009) ;
- Améliorations annuelles (2007–2009) - Autres (approuvées en mars 2010) ;
- Amendements à IFRS 2 : Transactions intra-groupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie (approuvés en mars 2010) ;
- Amendements à IFRS 1 : Exemptions supplémentaires pour les premiers adoptants (approuvés en juin 2010).

Révision d'IFRS 3, Regroupements d'entreprises : cette révision applicable au 1er janvier 2010 a placé le contrôle au centre du nouveau traitement. Ainsi, tout intérêt antérieurement détenu est désormais réévalué à la juste valeur en contrepartie du résultat lors de la prise de contrôle. Le goodwill est comptabilisé à cette date. La norme révisée laisse alors l'option, pour chaque acquisition, de comptabiliser le goodwill comme un actif correspondant soit au seul intérêt du Groupe, soit du Groupe et des participations ne donnant pas le contrôle (goodwill complet). Les honoraires d'acquisition, antérieurement inclus dans le coût des regroupements d'entreprises, sont immédiatement comptabilisés en charges. Symétriquement à la prise de contrôle, la perte de contrôle déclenche la décomptabilisation des actifs et passifs et la réévaluation à la juste valeur de l'intérêt résiduel en contrepartie du résultat.

Amendement à IAS 27, Etats financiers consolidés et individuels : cet amendement applicable au 1er janvier 2010 transcrit dans la norme sur les règles de consolidation les conséquences de la révision d'IFRS 3. Depuis le 1er janvier 2010, les acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées comme des transactions avec des propriétaires agissant en cette qualité, et, en conséquence, aucun goodwill n'est comptabilisé. Auparavant, un goodwill était comptabilisé lors de l'acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale, et représentait l'excédent du coût de l'investissement complémentaire par rapport à la valeur comptable des intérêts dans les actifs nets acquis à la date de la transaction. Les variations d'intérêt sans incidence sur le contrôle sont comptabilisées en capitaux propres sans incidence sur le goodwill.

L'adoption des autres nouvelles normes et interprétations n'a pas d'incidence sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2010.

En outre, conformément à IAS 8.30, DLSI a choisi de ne pas appliquer par anticipation certaines normes approuvées par l'Union Européenne mais d'application non obligatoire en 2010, notamment :

- Amendement à IAS 32 : Classement des droits de souscription émis (approuvés en décembre 2009) ;
- Amendement à IFRS 1 : exemption limitée à l'obligation de fournir des informations comparatives selon IFRS 7 pour les premiers adoptants (approuvé en juin 2010) ;
- IAS 24 (révisée) : Informations relatives aux parties liées (approuvée en juillet 2010) ;
- IFRIC 19 : Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres (approuvée en juillet 2010) ;
- Amendement à IFRIC 14 : IAS 19 - Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction (approuvé en juillet 2010).

Enfin, le groupe n'applique pas les textes suivants qui n'ont pas été approuvés par l'Union Européenne au 31 décembre 2010 :

- IFRS 9 : Instruments financiers (adoption suspendue) ;
- Améliorations annuelles (2008-2010) (publiées en mai 2010) ;
- Amendements à IFRS 7 : Instruments financiers : Informations à fournir - Transferts d'actifs financiers (publiés en octobre 2010) ;
- Amendements à IFRS 1 : Hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les nouveaux adoptants (publiés en décembre 2010) ;
- Amendements à IAS 12: Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents (publiés en décembre 2010).

DLSI n'anticipe pas d'incidences significatives résultant de l'application de ces normes et interprétations.

3 - COMPARABILITE DES EXERCICES

3.1. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

En 2010, dans un contexte de reprise économique générale, le chiffre d'affaires du groupe DLSI a progressé de 47%. Le résultat opérationnel s'élève à 3 066 K€, à plus 126 % par rapport à l'année 2009 suite à la compression de nos frais de structure et à notre croissance externe, qui s'est traduit par les acquisitions du Groupe ALARYS SAS en début d'année et de douze fonds de commerce en PACA et en Ile de France en septembre 2010.

3.2. EVOLUTION DU PERIMETRE

- Alarys

Le 5 janvier 2010, le Groupe a acquis le Groupe ALARYS SAS avec effet au 1^{er} janvier 2010 pour un montant total de K€ 5 508. Cette société a contribué au chiffre d'affaires du Groupe à hauteur de K€ 23 375.

Conformément à la norme IFRS 3 "Regroupements d'Entreprises", le Groupe a procédé à l'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Les résultats de l'exercice d'allocation du coût d'acquisition se présentent ainsi :

En K€

Entité	ALARYS
Date d'acquisition	01.01.2010
Immobilisations incorporelles	226
Immobilisations corporelles	78
Actifs financiers non courants	429
Actifs d'impôt différé	87
Clients et comptes rattachés	2 639
Autres créances et charges constatées d'avance	2 336
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 145
Emprunts et dettes financières	-283
Fournisseurs et comptes rattachés	-490
Autres dettes et produits constatés d'avance	-4379
Passif d'impôt différé	
Juste valeur des actifs nets identifiables	1 788
Quote part détenue dans la JV des actifs nets identifiables	1 788
Coût d'acquisition	5 508
Goodwill	3 720

Cette acquisition a été acquise en numéraire. Le solde a été versé en février 2011 pour 2 699K€, conformément aux dispositions contractuelles.
Le goodwill représente les éléments incorporels acquis non activables (force de travail) et les synergies attendues.

- **Exess interim**

Le 1^{er} septembre 2010, le Groupe a acquis l'entreprise Exess interim pour 5.000K€, payé en numéraire. Cette entreprise a contribué au chiffre d'affaires du Groupe à hauteur d'environ 16M€ en 2010.

Conformément à la norme IFRS 3 "Regroupements d'Entreprises", le Groupe a procédé à l'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Les résultats de l'exercice d'allocation du coût d'acquisition se présentent ainsi :

En K€

Entité	Exess Interim
Date d'acquisition	01.09.2010
Clientèle	180
Marque	2 000
Passifs d'impôt différé	-60
Juste valeur des actifs nets identifiables	2 120
Quote part détenue dans la JV des actifs nets identifiables	2 120
Coût d'acquisition	5 000
Goodwill	2 880

Le goodwill représente les éléments incorporels acquis non activables (force de travail) et les synergies attendues.

3.3. Suivi du litige sur l'acquisition du sous-groupe Pemsas

Concernant l'acquisition du sous-groupe Pemsas en 2007, le vendeur a réclamé en 2008, le versement d'un complément de prix. Le groupe DLSI estime la réclamation du vendeur non fondée en raison de la non-réalisation des critères contractuels de déclenchement à fin 2007.

Ce litige n'a pas connu d'évolution significative en 2010.

4. Principes et méthodes comptables

Les états financiers sont principalement basés sur le coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, des actifs détenus à des fins de transaction et des actifs désignés comme étant disponibles à la vente dont la comptabilisation suit le modèle de la juste valeur.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement. Les estimations effectuées concernent essentiellement la norme IAS 36 (notes 4.3.2) et la norme IFRS 3 (estimation de la juste valeur des actifs et passifs acquis lors des regroupements d'entreprises).

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

4.1. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles la société DLSI exerce le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif existe lorsque le groupe a le pouvoir de contrôler les politiques financières ou opérationnelles de manière à obtenir les avantages de leurs activités. Le contrôle est présumé exister lorsque le groupe détient directement ou indirectement plus de 50% des droits de vote. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Tous les soldes et transactions intragroupe ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs, provenant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

Sociétés	Siège social		% de détention	Nature juridique	Méthode de consolidation
DLSI SA	FORBACH	Société mère	Société mère	SA	Intégration globale
DLSI Luxembourg SA	ESCH S/ALZETTE	A	100	SA	Intégration globale
DLSI GMBH	KLEINBLIEDERSTROFF	A	100	SARL	Intégration globale
S I L SAS	LYON	01/10/2003	100	SAS	Intégration globale
MS INTERIM	LYON	01/01/2005	100	SAS	Intégration globale
ARCADINTER SAS	FORBACH	01/07/2006	100	SAS	Intégration globale
ARCINTERIM SAS	FORBACH	01/07/2006	100	SAS	Intégration globale
MB SERVICE SAS	FORBACH	01/07/2007	100	SAS	Intégration globale
BAT SA	FORBACH	01/07/2007	99,98	SAS	Intégration globale
BAT PROVENCE SAS	FORBACH	01/07/2007	100	SARL	Intégration globale
PEMSA SA	LOCARNO (SUISSE)	01/07/2007	86,5	SA	Intégration globale
ELITE INTERIM SAS	ARNOUVILLE L/GONESSE	01/03/2008	100	SAS	Intégration globale
E. T. 3000	PARIS	01/04/2008	100	SAS	Intégration globale
MARINE INTERIM	FORBACH	01/02/2008	51	SAS	Intégration globale
DLSI POLSKA	GLIWICE	01/07/2008	50	SARL	Intégration globale
ELS INTERIM SAS	TAVERNY	01/01/2009	100	SAS	Intégration globale
ALARYS Holding	BOIS GUILLAUME	01/01/2010	100	SAS	Intégration globale

4.2. Date de clôture

Toutes les sociétés consolidées ont un exercice social de 12 mois et clôturent le 31 décembre.

4.3. Méthodes d'évaluation

4.3.1. Goodwill

Les goodwill résultant de regroupements d'entreprises représentent les paiements effectués par le groupe lors de l'acquisition d'une agence ou d'un groupe d'agences ou des titres d'une société exploitant une ou plusieurs agences en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent pas être identifiés individuellement et comptabilisés séparément.

Jusqu'au 1^{er} janvier 2010, les goodwill étaient calculés par différence entre le coût d'acquisition, majoré des coûts directement attribuables à l'acquisition et la part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition.

Pour les acquisitions postérieures au 1^{er} janvier 2010, les goodwill sont calculés par différence entre le coût d'acquisition, c'est-à-dire la considération transférée au vendeur, incluant la juste valeur des paiements conditionnels, et la part du groupe dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition.

4.3.2 Dépréciations d'actifs

Les valeurs comptables des actifs du Groupe, autres que les stocks et les actifs d'impôt différé, sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indicateur qu'un actif a subi une perte potentielle de valeur. S'il existe un tel indicateur, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable est estimée à chaque date de clôture.

Lorsque les actifs testés ne génèrent pas de flux de trésorerie indépendants, le plus petit groupe d'actifs incluant l'actif testé qui génère des flux de trésorerie indépendants est alors testé (unité génératrice de trésorerie).

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable, la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. La valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie est déterminée sur la base d'une actualisation des flux de trésorerie générés par l'unité génératrice de trésorerie. Ces flux de trésorerie ont été déterminés sur les bases suivantes :

- le prévisionnel 2011, année de référence, établi par les commerciaux et validé par la direction,
- le résultat de l'agence sur les années passées pour estimer le % de rendement à venir
- une actualisation de 11,00% et une progression du chiffre d'affaires estimée pour les années suivant l'année de référence. Au-delà de 2014, le Groupe a appliqué au taux d'inflation de 1.5% aux projections de flux de trésorerie. Le taux d'actualisation correspond à : (coût des fonds propres soit 11.3% x part des fonds propres soit 90%) + (coût de la dette après impôt soit 4.2% x part de la dette soit 10%). Le coût des fonds propres correspond au taux d'intérêt de l'OAT à 10 ans, auquel s'ajoute une prime de marché actions et une prime de risque spécifique

Les tests de perte de valeur sont effectués au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie. Ces dernières ont été alignées sur les agences ou des regroupements d'agences par zone géographique.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat. Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à

l'unité génératrice de trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité.

Les tests de dépréciation réalisés à fin 2010 intègrent une hypothèse d'augmentation de l'activité globale en 2011 de l'ordre de 10%.

Sur la base des tests de dépréciation effectués à fin 2010, aucune unité génératrice de trésorerie ne nécessite de dépréciation de ses actifs.

4.3.3. Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont enregistrés à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition augmenté des coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue. Un amortissement est constaté sur les logiciels selon le mode linéaire et sur une durée n'excédant pas 3 ans.

Les immobilisations incorporelles comprennent également la clientèle acquise, amortie selon le mode linéaire et sur une durée n'excédant pas 7 ans.

En 2010, le nom commercial « EXESS INTERIM » a été reconnu pour 2 M€ dans le cadre de l'acquisition de cette entreprise, cette marque sera utilisée sur une période n'excédant pas 8 années sur 8 agences de la région PACA.

4.3.4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à l'actif du bilan selon les principes comptables suivants :

- comptabilisation à leur valeur d'acquisition (coût d'acquisition augmenté des coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue)
- amortissement calculé selon la méthode linéaire, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou, le cas échéant, comptabilisés comme un actif séparé s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à l'actif iront au groupe et que le coût de l'actif peut être mesuré de façon fiable. Tous les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période durant laquelle ils sont encourus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie d'utilité :

Agencements et aménagements.....	10 ans
Matériel de bureau et informatique.....	entre 3 ans et 5 ans
Mobilier de bureau.....	10 ans

Depuis le 1er janvier 2009, les coûts d'emprunt directement attribuable à un actif éligible sont comptabilisés en tant que composant du coût de l'actif. L'impact sur les comptes 2010 s'avère non significatif.

4.3.5 Actifs financiers courants et non courants

Les actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction pour leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition des actifs financiers (sauf pour la catégorie des actifs financiers évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat).

Les actifs financiers sont sortis du bilan dès lors que les droits à flux futurs de trésorerie ont expiré ou ont été transférés à un tiers, que le Groupe a transféré l'essentiel des risques et avantages et qu'il n'a pas conservé le contrôle de ces actifs.

A la date de comptabilisation initiale le Groupe détermine, en fonction de la finalité de l'acquisition, la classification de l'actif financier dans l'une des quatre catégories prévues par la norme IAS 39. A fin 2010, le Groupe a des actifs financiers relevant des catégories "Actifs financiers en juste valeur par le biais du compte de résultat" et "Prêts et Créances".

4.3.5.1 Actifs financiers en juste valeur par le biais du compte de résultat

La catégorie des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat comprend, d'une part les actifs financiers détenus à des fins de transaction, et d'autre part des actifs financiers désignés, lors de leur comptabilisation initiale, comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les actifs financiers sont considérés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être revendus à court terme.

Il s'agit pour le Groupe de la trésorerie qui comprend les disponibilités. Les découverts bancaires figurent en dettes financières au passif du bilan.

Ces actifs financiers sont évalués à leur juste valeur par le biais du résultat.

4.3.5.2. Prêts et créances

Il s'agit pour le Groupe des autres actifs financiers non courants qui comprennent notamment des dépôts et cautionnements.

Ces prêts et créances sont valorisés à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale puis sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux effectif. Une dépréciation est enregistrée dès lors que la valeur recouvrable estimée est inférieure à la valeur comptable. La juste valeur correspond à la valeur nominale lorsque l'échéance de paiement n'est pas significative.

La valeur recouvrable des créances comptabilisées au coût amorti est égale à la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif

d'origine (c'est-à-dire au taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation initiale). Les créances dont l'échéance est proche ne sont pas actualisées.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Pour les créances clients, cette provision correspond à la part hors taxes de la créance qui n'est pas couverte par l'assurance crédit.

Les créances cédées en garantie du financement reçu sont conservées à l'actif et le financement correspondant est enregistré sous la rubrique « mobilisation de créances ».

4.3.6. Trésorerie

La rubrique « trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vues, les autres placements à court terme très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les découverts bancaires ne sont pas inclus dans la trésorerie apparaissant au tableau de flux de trésorerie. Ils figurent au passif courant en dettes financières tout comme les financements reçus dans le cadre de la mobilisation des créances.

4.3.7. Impôts différés et impôts sur les sociétés

En complément des impôts exigibles sont comptabilisés des impôts différés calculés sur les différences temporelles entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs.

S'ils sont débiteurs ils figurent en actif non courant, s'ils sont créditeurs ils figurent en passif non courant.

Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité d'imputation sur les bénéfices imposables futurs. Les impôts différés comptabilisés sur les déficits reportables concernent essentiellement DLSI et Alarys et s'élèvent au total à 479K€ à fin 2010.

Les impôts différés ne sont pas actualisés.

Conformément à la pratique majoritaire des autres entreprises du secteur de l'interim, la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est présentée en impôt sur les sociétés.

4.3.8. Provisions

Des provisions sont constituées lorsqu'il existe à la date de clôture, une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé lorsqu'il est probable que le règlement devrait provoquer une sortie de ressources au bénéfice de tiers.

4.3.9. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la juste valeur des services vendus. Le chiffre d'affaires figure net de taxe sur la valeur ajoutée.

Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué par référence aux travaux exécutés.

4.3.10. Avantages au Personnel

Provisions pour indemnité de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière ont fait l'objet d'une provision calculée conformément aux préconisations de la norme IAS 19 ; il s'agit d'une méthode prospective avec calcul des droits au jour de la retraite ramené au prorata des droits acquis avec l'ancienneté au jour de la clôture. DLSI est soumis au régime à prestations définies.

Les salariés concernés par les indemnités de fin de carrière sont uniquement les cadres et employés, les intérimaires n'y ayant pas droits.

Ce calcul tient compte des paramètres financiers suivants :

- âge de départ 70 ans
- turn-over 2 %
- augmentation moyenne annuelle des salaires 2 %
- taux d'actualisation 4,5 %
- charges sociales 40 %
- tableau de mortalité différent pour les hommes et les femmes (TH002 et TF0002)

Les écarts actuariels sont comptabilisés pendant la période au cours de laquelle ils surviennent en compte de résultat.

Autres avantages à long terme

Le Groupe n'a pas d'obligation à long terme envers son personnel autres que les régimes de retraite.

4.3.11 Conversion des transactions en monnaies étrangères

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle du Groupe sont convertis selon les méthodes suivantes :

- les postes du bilan sont convertis aux cours de clôture ;
- les postes du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie sont convertis aux cours moyens de l'exercice ;
- les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres au sein du poste « différence de conversion ».

4.3.12 Dettes financières

Les emprunts et autres passifs porteurs d'intérêt sont initialement enregistrés pour leur juste valeur qui correspond au montant reçu, diminué des coûts de transaction directement attribuables aux emprunts concernés comme les primes et frais d'émission. Par la suite, ces emprunts sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt.

Le taux effectif correspond au taux qui permet d'obtenir la valeur comptable d'un emprunt à l'origine en actualisant ses flux futurs estimés.

De même, les dettes fournisseurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

Les dettes financières dont l'échéance est supérieure à un an sont présentées en dettes financières non courantes. Les dettes financières dont la date de remboursement est inférieure à un an sont présentées en dettes financières courantes.

4.3.13 information sectorielle

Le groupe n'a qu'une seule activité significative. Sur la base des critères d'IFRS 8, le groupe n'a pas identifié de secteurs opérationnels distincts.

5 – DETAIL DE L'ACTIF

5.1 Actif non courant

5.1.1 GOODWILL

(en €)	31.12.09	Acquisitions	Cession	31.12.10
Valeur des GOODWILL	14 896 508	6 600 000	0	21 496 508

Les goodwill se ventilent comme suit :

en €	Ville/région	Valeur nette
DROITS AU BAIL	Longwy	33 539
DROITS AU BAIL	Reims	11 000
STECK J PIERRE	Strasbourg	121 999
MEN SERVICE	Strasbourg	195 531
E I D	Dunk/Lille..	1 003 309
CRITER INTERIM	Paris	728 915
TRAIT UNION	Paris	367 695
EIS HAGUENAU	Haguenau	149 004
SATEM	St-Saulve	328 333
SATEM	Orsay	64 183
EPILUX	Luxembourg	247 894
ALPRO INTERIM	Pontoise	198 297
G P S	Paris	546 450
DLSI LUX	Luxembourg	878 190
SIL	Lyon	978 212
MS Intérim	Lyon	766 430
Arcadinter et Arcintérim	Evreux	809 484
MB Services	Paris	495 462
B A T	Gardanne	1127675
B A T Provence	Marseille	442 447
PEMSA	Locarno (Suisse)	1217402
ELITE	Amouville	362 773
E T 3000	Paris	1721556
ELS INTERIM	Taverny	2100727
ALARYS	Bois Guillaume	3720000
Exess	PACA	2880000
TOTAL		21 496 508

5.1.2 Immobilisations incorporelles

		2008	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	2009
Logiciels	Brut	604 841	64 358	61 123	12 000	620 076
	Amortissements	562 270	48 263	61 123	11 425	560 835
	Total	42 571	16 095		575	59 241
Clientèle	Brut	1 209 000	184 000			1 393 000
	Amortissements	261 000	209 000			470 000
	Total	948 000	- 25 000			923 000
	Net	990 571				982 241

en €		2009	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	2010
Logiciels	Brut	620 076	63 116	-7 967	40 404	715 629
	Amortissements	560 835	55 394	-8 377	38 708	646 560
	Total	59 241	7 722	410	1 696	69 069
Marque	Brut				2 000 000	2 000 000
	Amortissements		83 562			83 562
	Total	0	-83 562	0	2 000 000	1 916 438
Clientèle	Brut	1 393 000			405 000	1 798 000
	Amortissements	470 000	252 000			722 000
	Total	923 000	-252 000	0	405 000	1 076 000
Total net		982 241	-327 840	410	2 406 696	3 061 507

5.1.3 Immobilisations Corporelles

Autres immobilisations corporelles	2008	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	2009
Brut	3 048 286	112 466	197 002	56 666	3 020 416
Amortissements	1 906 478	341 299	189 737	30 788	2 088 828
Net	1 141 808				931 588

Autres immobilisations	2009	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	2010
Brut	3 020 416	326 242	-5 894	187 202	3 527 966
Amortissements	2 088 828	351 446	-5 105	108 349	2 543 518
Net	931 588	-25 204	-789	78 853	984 448

5.1.4 Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants au 31 décembre 2010 se composent comme suit :

	En €
Socamett	442 831
Prêts au personnel	37 673
Dépôts et cautionnements	564 037
Prêts 1% constructions	212 843
	1 257 384

DLSI est tenue de bloquer à la SOCAMETT (société de caution mutuelle des entreprises de travail temporaire, qui délivre annuellement aux entreprises de travail temporaire une garantie conformément aux dispositions de l'article R. 124-11 du code du travail) un dépôt de garantie basé sur le chiffre d'affaires. Ce dépôt n'est pas productif d'intérêts. Depuis le 1^{er} juillet 2010, la garantie financière référencée ci-dessus, est assurée par la société de caution ATRADIUS, les fonds bloqués par la SOCAMETT seront remboursés à compter de juillet 2011.

Les dépôts et cautions portent sur les baux commerciaux.

5.2. Actif courant

5.2.1 Créances

En €	Montant brut	Provisions	Montant net à fin 2010
Créances clients et comptes rattachés	51 082 338	698 241	50 384 097
Autres créances	4 903 126	0	4 903 126
TOTAL	55 985 464	698 241	55 287 223

En €	Montant brut	Provisions	Montant net à fin 2009
Créances clients et comptes rattachés	26 754 451	356 378	26 398 073
Autres créances	3 330 290	0	3 330 290
TOTAL	30 084 741	356 378	29 728 363

Les créances cédées en garantie du financement reçu sont conservées à l'actif et le financement correspondant est enregistré sous la rubrique « mobilisation de créances » (emprunts et dettes financières).

Les autres créances comprennent des produits à recevoir au titre de la formation pour 448 K€, des charges comptabilisées d'avance pour 212 k€, des remboursements divers pour 1 615 K€ et des créances fiscales et sociales pour 2 628 k€

5.2.2 Actifs financiers courants

Les actifs financiers courants se composent de dépôts et cautionnement pour un montant total de 320.000€ et sont essentiellement liés à la garantie délivrée aux entreprises de travail temporaire au Luxembourg qui est assurée par des dépôts bancaires en tant que caution donnée au Ministère du Travail au Luxembourg. Ces dépôts bancaires sont rémunérés au taux variable d'environ 4.50%.

6. DETAIL DU PASSIF

6.1. Passifs non courants

6.1.1 Provisions non courantes

Les provisions non courantes concernent les provisions pour retraites pour un montant de 155 308 €. Voir explications données au paragraphe 4.3.10

Provisions non courantes	2008	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	2009
Provisions pour avantages au personnel	89 950	15 371		223	105 098
Total	89 950	15 371	0	223	105 098

Provisions non courantes	2009	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	2010
Provisions pour avantages au personnel	105 098	56 616		6 406	155 308
Total	105 098	56 616	0	6 406	155 308

6.1.2 Emprunts et dettes financières

Ce montant représente la part à plus d'un an des emprunts et dettes financières à plus d'un an à l'origine.

Les emprunts et dettes financières s'analysent ainsi à la clôture :

(en k€)	31.12.10	Part non courante	Part courante	31.12.09	Part non courante	Part courante
Emprunts bancaires	4 034	2 239	1 796	5 117	3 501	1 616
Dépôts et cautionnements reçus	6		6	6		6
Autres emprunts et dettes assimilées	916		916	1 024		1 024
Intérêts courus non échus	127		127	197		197
Concours bancaires courants (mobilisations de créances)	21 803		21 803	7 576		7 576
Emprunts et dettes financières hors dérivés						
Instrument financiers dérivés passif						
Total Emprunts et dettes financières	26 887	2 239	24 648	13 920	3 501	10 419

L'endettement financier net tel que défini par le groupe DLSI correspond aux montants figurant au passif du bilan sous les postes emprunts et dettes financières à long terme et emprunts et dettes financières à court terme, diminués des instruments dérivés actif et de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Cet endettement financier net se présente ainsi à la clôture :

(en €)	31.12.10	Part non courante	Part courante	31.12.09	Part non courante	Part courante
Emprunts et dettes financières	26 887	2 239	24 648	13 920	3 501	10 419
Instrument financiers dérivés actif						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 755	0	6 755	6 639	0	6 639
Endettement financier net	-20 132	-2 239	-17 893	-7 281	-3 501	-3 780

Une partie des emprunts est conclue en franc suisse. Le solde restant dû en franc suisse à fin 2010 s'élève à 2.500K€. Compte tenu de la relation de couverture entre l'investissement net réalisé en Suisse et l'emprunt bancaire libellé en franc suisse, à partir du 1^{er} janvier 2010, les pertes de change latentes sur les emprunts en franc suisse sont comptabilisées dans l'état du résultat global.

6.2. Passifs courants

6.2.1 Provisions d'exploitation

Provision d'exploitation	2008	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées	2009
Autres provisions	117 957	0		6 473	111 484
Total	117 957	0		6 473	111 484

Provision d'exploitation	2009	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées	2010
Autres provisions	111 484	529 096		24 500	616 080
Total	111 484	529 096		24 500	616 080

6.2.2 Autres passifs

Les autres passifs se décomposent comme suit au 31 décembre 2010 :
En €

DETTES AU 31 décembre 2010	Part courante	Part non courante	Total	Garantie	montant
Emprunts	1 795 652	2 238 555	4 034 207	voir § 9	
Mobilisation de créances	21 802 400		21 802 400	créances	21 748 194
Découverts	127 472		127 472		
Autres dettes financières	922 384		922 384		
Emprunts et dettes financières	24 647 908	2 238 555	26 886 463		
Dettes fournisseurs	5 576 894		5 576 894		
Dettes fiscales et sociales	37 054 497		37 054 497		
Autres dettes	2 046 070		2 046 070		
TOTAL	69 325 369	2 238 555	71 563 924		

A fin 2010, les dettes fournisseurs incluent notamment le solde versé en février 2011 de 2 699K€ pour l'acquisition d'Alarys.

Les autres passifs se décomposent comme suit au 31 décembre 2009 :

DETTES AU 31 décembre 2009	Part courante	Part non courante	Total	Garantie	montant
Emprunts	1 616 129	3 500 913	5 117 042	voir § 9	
Mobilisation de créances	7 575 729		7 575 729	créances	7 520 705
Découverts	162 134		162 134		
Autres dettes financières	1 064 649		1 064 649		
Emprunts et dettes financières	10 418 641	3 500 913	13 919 554		
Dettes fournisseurs	1 400 493		1 400 493		
Dettes fiscales et sociales	20 711 868		20 711 868		
Autres dettes	1 654 800		1 654 800		
TOTAL	34 185 802	3 500 913	37 686 715		

7. DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

7.1. Chiffre d'affaires par pays

	2010	2009
CA GLOBAL	172 673 611	117 428 923
CA France	125 023 077	75 172 866
CA Allemagne	6 986 969	7 194 098
CA Luxembourg	16 880 507	14 939 919
CA Suisse	23 547 970	19 731 310
CA Pologne	235 088	390 730
TOTAL	172 673 611	117 428 923

7.2. Charges de personnel et ventilation des effectifs

Ventilation	31/12/2010	31/12/2009
Dirigeant	1	1
Cadres	70	35
Employés	150	135
Intérimaires	4037	2753
Effectif total	4258	2924

Le calcul des effectifs moyen est déterminé de la manière suivante :

Pour la France le nombre de salariés est égale au nombre d'heures prestées / 12 / 140 heures

Pour l'Allemagne le nombre de salariés est égale au nombre d'heures prestées / 12 / 160 heures

Pour le Luxembourg le nombre de salariés est égale au nombre d'heures prestées / 12 / 160 heures

Les charges de personnel s'élèvent à 123 731 756 € de salaires et traitements, et 33 238 640 € de charges sociales soit un montant total de 156 970 396 €.

7.3. Autres produits et charges d'exploitation

	2010	2009
Formation	966 232	953 190
Transfert de charges	232 416	288 176
Avantages en natures	142 197	146 899
Pertes nettes sur créances	-44 230	-46 393
Autres produits/charges nets	-631 797	715 295
Total des autres produits et charges d'exploitation	664 818	2 057 167

Les transferts de charges incluent principalement les remboursements par les assurances des pertes sur clients irrécouvrables.

7.4. Autres produits et charges financières

	2010	2009
Produits financiers divers	11 557	157 279
Total Produits financiers	11 557	157 279
Charges d'intérêts	1 212 067	642 854
Total Charges financières	1 212 067	642 854
Autres produits et charges financiers	-1 200 510	-485 575

7.5. Charges d'impôts

- La charge d'impôt se décompose comme suit :

	2010	2009
Impôt courant	- 1 308 447	- 295 333
Impôt différé	+ 263 577	+ 126 422
TOTAL	-1 044 870	-168 911

En 2010, les impôts courants incluent la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises pour un montant de 811K€.

- Preuve d'impôts sur les Bénéfices 2010

(En K€)

Résultat avant impôt	2 443	
Impôt à 331/3%	814	
Impôts comptabilisés IFRS	1 045	
Différence		230
<i>Analyse de la différence</i>		
Différences de taux d'imposition	-289	
Différences Permanentes	48	
Contribution sur la valeur ajoutée (811K€ en base)	541	
Divers	-70	
Total des Différences		230

- Preuve d'impôts sur les Bénéfices 2009

Résultat avant impôt	870 922	
Impôt à 331/3%	290 307	
Impôt selon comptes IFRS	168 911	
Différence		121 396
<i>Analyse de la différence</i>		
Différences de taux :		
DLSI Luxembourg (29.98%)	44 363	
DLSI GmbH (en perte fiscale)	3	
PEMSA (22.6%)	42 292	
ARCADINTER	15 095	
DLSI	-44 970	
MS Intérim	-614	
SIL	-1 550	
MBS	30 671	
ARCINTERIM	0	
BAT	774	
BAT PROVENCE	0	
ELITE INTERIM	10 853	
E T 3000	401	
MARINE	3713	
POLSKA	1 448	
E L S	18 917	
Total des Différences		121 396

Actifs et passifs d'impôts différés ventilés par catégories

Au bilan, les actifs et passifs d'impôts différés se présentent comme suit :

En K€	2010	2009
Au titre des différences temporelles déductibles		
<i>Organic</i>	61	62
<i>Participation des salariés</i>	88	33
<i>Frais d'acquisition non encore déduits</i>	258	210
<i>Deficits reportables</i>	479	162
Divers	184	85
Au titre des différences temporelles imposables		
<i>Amortissement dérogatoires</i>	(132)	(80)
Relation clientèle	(359)	(308)
<i>Divers</i>	(204)	(33)
Actifs (passifs) d'impôts différés	376	130

Impôts différés actifs	479	295
Impôts différés passifs	(102)	(341)

7.6. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la société par le nombre d'actions ordinaires.

	2010	2009
Résultat en € (part du groupe)	1 397 040	665 468
Nombre d'actions	2 541 490	2 541 490
Résultat de base par action (en euros)	0,55	0,26
Nombre d'actions gratuites potentielles	0	0
Résultat dilué par action (en euros)	0,55	0,26

7.7. Etat du résultat global

Le résultat global est lié exclusivement aux variations de change, en particulier avec le franc suisse. A partir du 1^{er} janvier 2010, les effets de change sur les emprunts libellés en franc suisse sont comptabilisés dans résultat global, net des impôts différés correspondants.

8. PARTIES LIEES

8.1 Rémunération des administrateurs et dirigeants mandataires sociaux

Au titre des exercices clos les 31 décembre 2009 et 2010, la rémunération des administrateurs et dirigeants mandataires sociaux a été la suivante :

Nom	Fonction	Années	Rémunération fixe	Rémunération variable	Jetons de présence	Avantages en nature	Régimes complémentaires de retraite	Total
Raymond DOUDOT	Président directeur général	2009	320 000			0		320 000
Anna DOUDOT	Administrateur	2009						
Jean-Marie NANTERN	Administrateur	2009	70 312			2.688		73 000
Thierry DOUDOT	Administrateur	2009						
Total		2009	390 312			2 688		393 000

Nom	Fonction	Années	Rémunération fixe	Rémunération variable	Jetons de présence	Avantages en nature	Régimes complémentaires de retraite	Total
Raymond DOUDOT	Président conseil de surveillance	2010			102 000	0		102 000
Laurent Lutz	Membre du Conseil de surveillance	2010	47 274		4 000	5 904		57 178
Jean-Marie NANTERN	Membre du Conseil de surveillance	2010	69 706		4 000	5 766		79 472
Thierry DOUDOT	Président du directoire	2010	60 000			3 348		63 348
Véronique LUTZ	Membre du directoire	2010	26 092			4 462		30 554
Total		2010	203 072		110 000	19 480		332 552

Les administrateurs et dirigeants mandataires sociaux de D.L.S.I. ne perçoivent aucune rémunération de la société RAY INTERNATIONAL S.A., actionnaire majoritaire de D.L.S.I. liée à la Société par une convention réglementée à l'exception de Mr Thierry Doudot qui a reçu 48 462.50€ en 2009.

D.L.S.I. n'a pris aucun engagement de quelque nature que ce soit au bénéfice de ses mandataires sociaux correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci.
Aucune action gratuite n'est prévue pour les organes de Direction.

8.2 Relations avec les parties liées

En euros	2010	
	Produits	Charges
Ray International SA	-	198 000
Total	-	198 000

En euros	2009	
	Produits	Charges
Ray International SA	-	198 000
Total	-	198 000

A fin 2010, la dette envers Ray International s'élève à 1.042K€. A fin 2009, elle s'élevait à 648K€.

Les relations avec Ray International SA sont constituées de prestations de management fees et de prestations informatiques.

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés aux prix de marché. Les soldes en cours à la fin de l'exercice ne sont ni garantis, ni porteurs d'intérêts et les règlements se font en trésorerie. Il n'y a pas eu de garantie fournie ou reçue pour les créances et les dettes sur les parties liées.

9. ENGAGEMENTS HORS BILAN

9.1. Engagements reçus

- Garanties d'Actif et de Passif

Suite à l'acquisition de la société ELS-INTERIM SAS, les précédents actionnaires Mr SI MOHAMED et Madame DONADA MONTEIRO, ont consentie, des garanties d'actif et de passif. Le montant de la garantie est de 500 000€ jusqu'au 31/12/2009, puis de 400 000€ jusqu'au 31/12/2010 et de 300 000€ au 31/01/2012.

9.2. Engagements donnés

Nantissement des titres

La Banque Populaire de Lorraine Champagne a nanti les 2500 actions de la société ARCADINTER SAS en contrepartie du prêt de 1 400 000 €

Montant restant dû au 31.12.2010 : 178 028 €
Pour un montant initial de 1 400 000 €

Le CIC EST a nanti les 8 630 parts sociales de la société MB SERVICES Sarl en

contrepartie du prêt de 1 500 000 €

Montant restant dû au 31.12.2010 : 552 480 €

Pour un montant initial de 1 500 000 €

La BPLC et le CREDIT AGRICOLE ont nanti les 19 996 actions de BAT SA en contrepartie du prêt de 2 700 000 €

Montant restant dû au 31/12/2010 : 1 451 837€

Pour un montant initial de : 2 700 000€

Le Crédit Lyonnais a nanti 360 actions de ELS INTERIM SAS en contrepartie du prêt de 2 200 000€

Montant restant dû au 31/12/2010 : 1 694 217 €

Pour un montant initial de : 2 200 000€.

Une caution bancaire auprès du CIC EST d'un montant de 500 000€ à échéance au 5 février 2011, a été faite, au profit du vendeur d'ALARYS.

Dans le cadre de la garantie donnée par la banque FORTIS au profit du Ministère du Travail et de l'Emploi du Luxembourg pour garantir les rémunérations, charges sociales et fiscales qui seraient dû par notre filiale DLSI Luxembourg SA, DLSI SA s'est portée caution à hauteur de 602 000€ au profit de la banque FORTIS Luxembourg en date du 17 octobre 2008 pour une durée d'une année renouvelable.

9.3 Engagement sur locations simples

Désignation	- 1 AN	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans
BAUX	1 212 720	2 425 440	0

Les baux concernent les locaux des agences et du siège et sont signés pour une période de 9 ans. Les engagements notés ci-dessus excluent les renouvellements et les ruptures triennales.

10. Honoraires des commissaires aux comptes

En €	Année 2009		Année 2010	
	Ernst & Young	Account Audit	Ernst & Young	Account Audit
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
- Société mère	29 000	29 000	32 000	32 000
- Filiales intégrées globalement	5 000		5 000	
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes				
- Société mère				
- Filiales intégrées globalement				
Total	34 000	29 000	37 000	32 000

11. Evénements postérieurs

Le Groupe DLSI renforce son positionnement sur le territoire helvète par l'acquisition de la société Select Emplois (Lausanne et Martigny) en avril 2011 pour un montant d'environ 0,7MCHF. Cette société a réalisé un chiffre d'affaires en 2010 de 4,2 Mio CHF / 3,4 M€ (3,3 Mio CHF / 2,2 M€ en 2009)

Par ailleurs, la société DLSI SA a décidé de réaliser des fusions simplifiées sur l'ensemble de ses filiales françaises qu'elle détient à 100%, ces opérations seront proposées à l'approbation des actionnaires lors de l'assemblée générale de juin 2011.

12. catégories d'actifs et de passifs financiers

en K€	Ventilation par catégories d'instruments financiers					
	Au 31.12.2010	Juste valeur par résultat (1)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés de couverture
Autres actifs financiers	1 577			1 577		
Clients et comptes rattachés	50 384			50 384		
Autres créances et charges constatées d'avance.....	4 903			4 903		
Autres actifs financiers courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 755	6 755				
Total des actifs financiers	63 619	6 755		56 864		-
Emprunts et dettes financières à long terme	2 239				2 239	
Fournisseurs et comptes rattachés	5 577				5 577	
Autres dettes et produits constatés d'avance	39 100				39 100	
Emprunts et dettes financières à court terme	24 648	22 853			1 795	
Total des passifs financiers	71 564	24 648			48 711	-

(1) désignés comme tel à l'origine

en K€	Ventilation par catégories d'instruments financiers					
	Au 31.12.2009	Juste valeur par résultat (1)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés de couverture
Autres actifs financiers	1 358			1 358		
Clients et comptes rattachés	26 398			26 398		
Autres créances et charges constatées d'avance.....	3 330			3 330		
Autres actifs financiers courants	-					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 639	6 639				
Total des actifs financiers	37 725	6 639	-	31 086	-	-
Emprunts et dettes financières à long terme	3 501				3 501	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 400				1 400	
Autres dettes et produits constatés d'avance	22 367				22 367	
Emprunts et dettes financières à court terme	10 419	8 803			1 616	
Total des passifs financiers	37 687	8 803	-	-	28 884	-

(1) désignés comme tel à l'origine

La juste valeur des actifs et passifs au coût amorti n'est pas significativement différente de leur valeur comptable.

13. Gestion du risque financier

13.1 Introduction

Les principaux passifs financiers du Groupe sont constitués d'emprunts et de découverts bancaires et de dettes fournisseurs. L'objectif principal de ces passifs financiers est de financer les activités opérationnelles du Groupe. Le Groupe détient d'autres actifs financiers tels que des créances clients, de la trésorerie et des dépôts à court terme qui sont générés directement par ses activités.

A ce jour, le Groupe n'a pas contracté d'instruments dérivés, tels des swaps de taux d'intérêt.

Les risques principaux attachés aux instruments financiers du Groupe sont :

- le risque de crédit
- le risque de liquidité
- le risque de marché

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques ci-dessus, ses objectifs, sa politique et ses procédures de mesure et de gestion des risques, ainsi que sa gestion du capital. Des informations quantitatives figurent à d'autres endroits dans les états financiers consolidés.

Il incombe au Conseil de Direction de définir et superviser le cadre de la gestion des risques du Groupe. La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe doit faire face, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer et les contrôles à mettre en oeuvre, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies.

13.2 Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

13.2.1 Clients et autres débiteurs

La politique du groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit.

Les contrats passés entre DLSI et ses clients font l'objet de garantie, une demande de couverture d'assurance crédit est systématiquement demandée auprès de nos assureurs et uniquement après avoir obtenu un encours le personnel est mis à disposition.

De plus, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent. Par conséquent l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Aucun client ne représentant plus de 2 % des produits du Groupe, il n'y a pas de concentration du risque de crédit.

Les éléments quantitatifs concernant les créances commerciales ainsi que l'antériorité des créances courantes sont précisés en note 3.2.1.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs ainsi qu'aux placements. La principale composante de cette dépréciation correspond à des pertes spécifiques liées à des risques significatifs individualisés.

13.2.2 Placements

Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du Groupe (trésorerie, équivalents de trésorerie), DLSI place ses excédents de trésorerie au travers d'un placement de sicav financière au jour le jour et de manière délocalisé à savoir directement par nos banques en temps réel. Le risque de contrepartie lié à ces placements est considéré comme marginal.

13.2.3 Garanties

La politique du Groupe est de n'accorder aucune garantie financière à des sociétés ne faisant pas partie à 100 % du Groupe.

13.2.4 Exposition au risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit. L'exposition maximale au risque de crédit à la date de clôture est la suivante:

<i>en k€</i>	Au 31.12.2010	Au 31.12.2009
prêts et créances	56 864	31 085
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 755	6 639
Total	63 619	37 724

L'antériorité des créances courantes se présente ainsi au 31 décembre 2010

en k€	Au 31.12.2010
Créances non échues	20 646
Créances échues et non dépréciées	18 109
- Depuis 1 à 30 jours	13 955
- Depuis 31 à 90 jours	4 154
- Depuis 91 à 180 jours	
- Depuis 181 à 360 jours	
- Depuis plus de 360 jours	
Total	56 864

13.3 Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance.

La trésorerie est suivie quotidiennement. Ayant une politique rigoureuse et journalière de notre trésorerie, les risques et tensions sont peut probable, car notre groupe à peu d'engagement hors activité normale.

S'agissant de ses emprunts auprès des établissements de crédit, le Groupe n'est soumis à aucune clause particulière pouvant conduire au remboursement anticipé de sa dette.

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysent comme suit au 31 décembre 2010 :

en k€	Montant au bilan au 31.12.2010	Total des échéances contractuelles au 31.12.2010	0-1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires	3 877	3 877	1 838	1 479	589	171	-	-
intérêts sur emprunts	99	236	140	59	32	5	-	-
comptes-courants	1 109	1 109	1 109					
concours bancaires courants	21 802	21 802	21 802					
Total emprunts et dettes financières	26 887	27 024	24 689	1 538	621	176	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	5 577	5 577	5 577					
Autres dettes et produits constatés d'avance	39 100	39 100	39 100					
Total	71 664	71 701	69 366	1 538	621	176	-	-

L'échéancier des prêts et créances se présente ainsi au 31 décembre 2010 :

en k€	Total des échéances contractuelles au 31.12.2010	0-1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations	-						
prêts	251	251					
Comptes courants							
Dépôts et cautionnement	1 326	69	1 257				
Clients et comptes rattachés	50 384	50 384					
Autres créances	4 903	4 903					
Total	56 864	55 607	1 257				

13.4 Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité / risque.

13.4.1 Risque de taux d'intérêt

En complément de sa capacité d'autofinancement, DLSI a recours à l'endettement pour financer son programme d'acquisitions.

Le risque de taux relatif à la dette n'est pas très significatif à ce jour. Les emprunts sont réalisés sur une période de 60 mois.

13.4.2 Risque de change

D'une façon générale, le Groupe est peu exposé aux risques de change

Les monnaies dans lesquelles les transactions sont essentiellement libellées sont l'euro et le CHF, ainsi que le Zloty.

D'une manière générale, nous recherchons toujours le taux de financement interbancaire le plus intéressant et dans une monnaie dont nous disposons des avoirs.

14. Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir un financement par capitaux propres important, afin de soutenir le développement futur de l'activité. Le Directoire sous le contrôle du Conseil de surveillance, veille au niveau des dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires.

Le Groupe gère son capital dans l'esprit de rémunérer les actionnaires et d'assurer un équilibre raisonnable entre les capitaux propres et l'endettement financier.

L'endettement financier net tel que défini par le groupe correspond aux montants figurant au passif du bilan sous les postes emprunts et dettes financières à long terme et emprunts et dettes financières à court terme, diminués de la trésorerie.

Le ratio d'endettement net de 0,44 en 2009 est passé à 1,17 en 2010.

Durant l'exercice, le Groupe n'a pas modifié sa politique en matière de gestion du capital.

Ni la société, ni ses filiales ne sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques.